

# Le Maroc, reprise / relance économique qui pointe à l'horizon

## TEASER

Malgré les défis posés par la pandémie, le pays a réussi à trouver son équilibre et son économie devrait reprendre vie cette année.

À l'instar du reste du monde, le Maroc a connu des difficultés l'année dernière, la pandémie de la COVID-19 ayant déclenché une crise sanitaire et économique mondiale. Mais le pays devrait connaître une reprise impressionnante et figurer parmi les économies à la croissance la plus rapide de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).

L'économie marocaine a connu une contraction de 7% en 2020, selon le Fonds monétaire international (FMI), et avait perdu 581 000 emplois en glissement annuel au troisième trimestre de cette année-là.

Le gouvernement a agi rapidement pour soutenir l'économie, mais cela a naturellement entraîné une baisse du PIB, et un ralentissement des secteurs clés, notamment le tourisme. En outre, le royaume a également été confronté à une sécheresse, qui a encore aggravé la contraction économique.

Le gouvernement marocain a introduit un certain nombre de mesures pour protéger les citoyens contre les conséquences négatives de la pandémie sur les activités commerciales et d'investissement. Ces mesures comprenaient 8,49 milliards USD de prêts garantis par l'État et 5,09 milliards USD alloués à un Fonds de relance (Essor), ainsi que d'autres mesures fiscales et monétaires pour soutenir l'économie. Cependant, le gouvernement a constaté une réduction des recettes provenant des impôts et des taxes, ainsi qu'une baisse des recettes du tourisme et d'autres secteurs, en raison de l'arrêt de l'économie mondiale pendant cette période.

Les décideurs politiques ont également redoublé d'efforts pour mettre en place des filets de sécurité sociale grâce à des applications bancaires innovantes, qui ont permis de transférer des fonds à 5 millions de familles à travers le pays.

«La plupart de ces mesures, de ces actions, ont permis au Maroc de renforcer sa croissance cette année, mais aussi de se mettre sur une meilleure voie pour l'avenir afin de relancer et d'améliorer la croissance et de construire une économie plus intégrée et plus juste», a déclaré Jihad Azouri, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.

Le PIB du pays devrait rebondir cette année, avec une hausse de 4,5 %, grâce à une reprise de la demande des consommateurs et à une augmentation des exportations et du commerce mondial. Dans la région MENA, seules la Libye (131 %) et la Cisjordanie et Gaza (+ 5,7 %) connaîtront une croissance plus élevée, selon le FMI.

La reprise du tourisme et des recettes d'exportation devrait également entraîner une amélioration progressive du déficit des comptes courants.

Le secteur du tourisme a connu une année 2020 difficile, avec une baisse des revenus de 53,8 %. Depuis, le pays a rouvert ses frontières aux visiteurs, mais avec des protocoles stricts de sécurité et de santé COVID-19 en place. Les six villes les plus fréquentées du pays sont ouvertes et gèrent les vols internationaux, les restaurants et les hôtels sont ouverts, et les visites et excursions sont proposées, bien qu'avec certaines restrictions.

L'Office national marocain du tourisme a également adopté récemment une stratégie de «reconquête agressive» visant à relancer le secteur touristique du pays. Il s'agit notamment de réviser sa stratégie de marque, de lancer des campagnes de marketing et de promotion et de se concentrer sur le tourisme international et national.

Il est notamment prévu de redynamiser la campagne VisitMorocco en France, en Espagne, au Royaume-Uni et en Allemagne, ainsi que sur d'autres marchés sources importants.

Le secteur du tourisme a représenté 6,7 % du PIB en recettes brutes annuelles moyennes du compte courant en 2017-2019, et sa reprise mesurée et l'afflux de devises qui en résulte contribueront à réduire le déficit du compte courant du pays, selon Fitch Ratings.

Le pays a également maintenu un bon accès aux financements extérieurs, avec des émissions réussies d'obligations souveraines (1 milliard d'euros en septembre et 3 milliards de dollars en décembre), et des flux nets d'investissements directs étrangers résilients.

Pendant ce temps, les banques marocaines restent résilientes et le crédit a continué à augmenter en 2020, après que la banque centrale ait pris des mesures proactives pour améliorer les conditions de liquidité et réduire les taux d'intérêt.

## L'ACTION VACCIN

Le déploiement des vaccins sera la clé du retour à la normale pour le pays, et le plus important moteur de croissance.

En mars, le Maroc a déclaré qu'il s'attendait à recevoir prochainement 4,2 millions de doses de vaccin contre la COVID-19, en plus des 8,5 millions déjà reçues.

Les cas de COVID-19 ont considérablement diminué pour atteindre environ 540 par jour pour un pays de 36,5 millions d'habitants, selon l'Université Johns Hopkins.

En Afrique, le taux de vaccination par habitant du Maroc est le deuxième après celui des Seychelles, avec 13% de la population vaccinée, ce qui est meilleur que celui de pays européens comme la Suisse, la Suède et les Pays-Bas.

Le tourisme étant fortement tributaire du déploiement des vaccins à l'échelle mondiale et de la levée des conseils stricts aux voyageurs dans le monde, le secteur industriel marocain devrait être le principal moteur de la croissance.

Le Maroc figure déjà parmi les pays les plus industrialisés d'Afrique, et ce grâce à une série de réformes proposées dans le cadre du Plan d'accélération industrielle de 2014-20. Le pays a réussi à diversifier son économie loin de l'agriculture, des phosphates et du tourisme et à développer des industries plus compétitives, notamment l'automobile, l'aéronautique et le textile.

Selon les estimations, la production manufacturière s'est contractée de 7,8 % en 2020, en raison d'un déclin du secteur du coke et des produits pétroliers raffinés, mais l'industrie est prête à rebondir.

«En 2021, la production manufacturière devrait augmenter d'un peu plus de 6,0 %, grâce à la croissance du secteur des véhicules à moteur et des pièces détachées», selon Oxford Economics.

Les secteurs industriels qui devraient connaître la plus forte croissance au cours de la prochaine décennie sont la réparation et l'installation de machines, les produits pharmaceutiques et les produits métalliques.

## VERS UNE RELANCE ÉCONOMIQUE

Le secteur automobile pourrait également jouer un rôle de plus en plus important dans l'économie, et devrait connaître une hausse de 5,6 % sur la période 2019-24, selon Industry Research.

Le secteur automobile marocain représente déjà 83,4 % de la production combinée de l'Afrique du Nord, et le pays pourrait bénéficier des plans des constructeurs automobiles européens visant à délocaliser leur opération asiatique vers les pays du bassin méditerranéen, selon L'Institut Marocain d'Intelligence Stratégique (IMIS).

Dans un rapport publié l'année dernière, l'IMIS «a proposé plusieurs mesures clés pour augmenter la part du Maroc dans la production automobile mondiale, notamment la diversification des marchés d'exportation, la transformation numérique, l'amélioration des compétences techniques et des capacités des PME, le renforcement des compétences locales et la création de synergies avec d'autres acteurs de l'industrie, comme l'industrie aéronautique».

Un autre coup de pouce majeur à l'économie pourrait provenir de deux importants projets de gaz naturel qui sont sur le point de prendre des décisions d'investissement définitives cette année.

En mars, la société britannique Chariot Oil & Gas Ltd. a signé un protocole d'accord avec le ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Économie verte et numérique concernant le projet gazier d'Anchois, qui contient plus de 1 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel.

Parallèlement, Chariot Oil & Gas Ltd. développe la concession de Toubka, d'une capacité de 377 milliards de pieds cubes, qui pourrait devenir un micro-développement de GNL si la société britannique prend une décision finale d'investissement.

## LE MEILLEUR RESTE ENCORE À VENIR

Les entreprises mondiales du secteur des énergies renouvelables considèrent également le Maroc comme un aimant à investissements dans les énergies durables. Les exportations d'énergies renouvelables du pays ont bondi de 670% entre 2018 et 2019, tandis que les importations d'énergie ont diminué de 93,5 %, grâce notamment à la centrale thermique Noor Solar, le plus grand complexe solaire du monde.

Le Maroc a annoncé l'année dernière un certain nombre de projets solaires qui bénéficient du soutien de grandes institutions internationales et bilatérales. Le pays se positionne ainsi comme un exportateur majeur d'énergie renouvelable vers l'Europe et ailleurs.

Le royaume envisage également de produire de l'hydrogène à partir du soleil et du vent, ce qui pourrait constituer une autre source d'investissements directs étrangers et, à terme, de recettes d'exportation.

«Il est raisonnable de prévoir que le récent engagement du Maroc dans le développement de l'hydrogène vert pourrait déclencher des parts supplémentaires d'énergies renouvelables dans son mix énergétique, tout en facilitant la solution de stockage pour mieux gérer l'intégration des ENR dans le réseau », selon un rapport de la Middle East Solar Industry Association.

L'accent mis par le Maroc sur les industries de haute technologie, y compris les secteurs de l'automobile et des technologies propres, le rend bien placé pour prospérer dans le monde post-pandémie.